

Nom et adresse officiels de l'organisme acheteur : UNIVERSITE JEAN MONNET

Correspondant : Mme KAREN PICANOL, UNIVERSITE JEAN MONNET, 10 rue TREFILERIE - CS 82301 10 rue TREFILERIE - CS 82301 , 42023 Saint-etienne cedex 2, tél. : 04 77 42 17 67, télécopieur : 04 69 66 11 07, courriel : marches-publics@univ-st-etienne.fr, adresse internet : <http://portail.univ-st-etienne.fr/>

Objet du marché : La présente mise en concurrence porte sur l'acquisition d'un chromatographe en phase gazeuse couplé à un spectromètre de masse pour l'Université Jean Monnet.

Type de marché de fournitures :

Lieu d'exécution : Saint-Etienne

Lieu de livraison : Faculté des Sciences - Laboratoire BVPAM - 23 rue Dr Paul Michelon -, 42023 Saint Etienne cedex 2

Caractéristiques principales :

- Des variantes seront-elles prises en compte : non
- Quantités (fournitures et services), nature et étendue (travaux) : La présente mise en concurrence porte sur l'acquisition d'un chromatographe en phase gazeuse couplé à un spectromètre de masse.

Prestations divisées en lots : non

Modalités essentielles de financement et de paiement et/ou références aux textes qui les réglementent :

Règlement : virement administratif. Délai de paiement : 30 jours. Financement : Université Jean Monnet

Forme juridique que devra revêtir le groupement d'opérateurs économiques attributaire du marché : Groupement solidaire

Les candidatures et offres seront entièrement rédigées en langue française ainsi que les documents de présentation associés

Unité monétaire utilisée, l'euro

Justifications à produire quant aux qualités et capacités du candidat :

Documents à produire obligatoirement par le candidat, à l'appui de sa candidature :

- Copie du ou des jugements prononcés, si le candidat est en redressement judiciaire.
- Déclaration sur l'honneur du candidat justifiant qu'il n'entre dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner obligatoires prévus aux articles 45 et 48 de l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 ou, pour les marchés publics de défense ou de sécurité, qu'il n'entre dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner obligatoires prévus aux articles 45, 46 et 48 de l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015.

Documents à produire à l'appui des candidatures par le candidat, au choix de l'acheteur public :

- Déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les fournitures, services ou travaux objet du marché, réalisés au cours des trois derniers exercices disponibles.
- Déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années.
- Présentation d'une liste des principales fournitures ou des principaux services effectués au cours des trois dernières années, indiquant le montant, la date et le destinataire public ou privé. Les livraisons et les prestations de services sont prouvées par des attestations du destinataire ou, à défaut, par une déclaration de l'opérateur économique
- Formulaire DC1, Lettre de candidature - Habilitation du mandataire par ses co-traitants. (disponible à l'adresse suivante : <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-candidat-dc1-dc2-dc3-dc4>)
- Formulaire DC2, Déclaration du candidat individuel ou du membre du groupement. (disponible à l'adresse

suivante : <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-candidat-dc1-dc2-dc3-dc4>)

Documents à produire obligatoirement par l'attributaire, avant la signature et la notification du marché public ou de l'accord-cadre (formulaire NOT11) :

- Les pièces prévues aux articles D. 8222-5 ou D. 8222-7 et D. 8222-8 du code du travail
- Si l'attributaire est établi en France, les attestations et certificats délivrés par les administrations et organismes compétents prouvant qu'il a satisfait à ses obligations fiscales et sociales ou un état annuel des certificats reçus
- Si l'attributaire est établi dans un Etat autre que la France, un certificat établi par les administrations et organismes du pays d'origine. Lorsqu'un tel certificat n'est pas délivré par le pays concerné, il peut être remplacé par une déclaration sous serment, ou dans les Etats où un tel serment n'existe pas, par une déclaration solennelle faite par l'intéressé devant l'autorité judiciaire ou administrative compétente, un notaire ou un organisme professionnel qualifié du pays
- Si les documents fournis par le candidat ne sont pas établis en langue française, ils doivent être accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté

Autres renseignements demandés :

- Extrait kbis datant de moins de 3 mois. Document relatif aux pouvoirs de la personne habilitée pour engager la société

La transmission et la vérification des documents de candidatures peut être effectuée par le dispositif Marché public simplifié sur présentation du numéro de SIRET : NON.

Critères d'attribution : Offre économiquement la plus avantageuse appréciée en fonction des critères énoncés ci dessous avec leur pondération :

- Qualité de la prestation :- Adéquation aux spécifications techniques demandés et performances des équipements/7 - Services associés (livraison, installation, formation, garantie,maintenance)/3 (70 %)
- Prix de la prestation (30 %)

Type de procédure : Procédure adaptée

Date limite de réception des offres : 18 juin 2019 à 16 h 00

Délai minimum de validité des offres : 90 jours à compter de la date limite de réception des offres.

Numéro de référence attribué par le pouvoir adjudicateur / l'entité adjudicatrice : 2019-040

Renseignements complémentaires : A l'issue de la durée de garantie, l'Université pourra reconduire la prestation de maintenance par période successive de 1 an dans la limite de 3 reconductions, sauf dénonciation par l'université formalisée par courrier recommandé adressé au titulaire trois mois avant l'échéance de chaque période annuelle.

Date d'envoi du présent avis à la publication : 24 mai 2019

Adresse auprès de laquelle des renseignements d'ordre administratif et technique peuvent être obtenus :

adresse internet : <https://www.marches-publics.gouv.fr/?page=entreprise.EntrepriseAdvancedSearch&AllCons&refConsultation=431994&orgAcronyme=f2h>

Adresse auprès de laquelle des renseignements complémentaires peuvent être obtenus : adresse internet :

<https://www.marches-publics.gouv.fr/?page=entreprise.EntrepriseAdvancedSearch&AllCons&refConsultation=431994&orgAcronyme=f2h>